



HAL
open science

La Russie et l'Ukraine: Russie

Jacques Sapir

► **To cite this version:**

Jacques Sapir. La Russie et l'Ukraine: Russie. Les Études du CERI, 2012, n° 192, pp.43-53. hal-04560782

HAL Id: hal-04560782

<https://sciencespo.hal.science/hal-04560782>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quatrième partie

La Russie et l'Ukraine

La Russie en 2012 *par Jacques Sapir*

La Russie, qui avait été frappée par la crise de 2008-2009 avec une intensité toute particulière, semble avoir retrouvé le chemin de la croissance. Après deux années durant lesquelles le taux de croissance a été supérieur à 4,5 %, il devrait atteindre entre 3,6 % et 3,9 % en 2012. Les performances macroéconomiques ont été bonnes, et le redémarrage de l'investissement soutenu. La croissance de la consommation est aussi restée forte, soutenue en particulier par les dépenses sociales mais également par un accès des ménages au crédit qui a été favorisé par la politique de la Banque centrale. Le taux de chômage a reculé à un niveau historiquement bas (5,2 % en août 2012).

Mais le maintien de sorties importantes de capitaux et la forte dépendance des banques à la politique de la Banque centrale pourraient être des facteurs limitant la croissance à l'avenir. La question du modèle de croissance de la Russie reste surtout toujours posée. Avec la récession qui se développe aujourd'hui dans la zone euro et qui menace de durer, mais aussi avec les craintes que l'on peut avoir à l'égard de la croissance chinoise dont le taux est historiquement faible, et le plus bas depuis onze ans, les exportations de matières premières auront du mal à progresser en 2013. Or elles restent capitales pour le pays dans la mesure où elles financent en partie l'investissement. Dans ces conditions, un effort d'efficacité dans le domaine de l'investissement est plus que jamais nécessaire.

Les incertitudes concernant le développement de la Russie tenaient, jusqu'à présent, à la Russie elle-même. Désormais, le doute principal vient du développement de l'économie mondiale, ce qui, en soi, est un signe de normalisation de la situation économique du pays. Pourtant, les défis auxquels l'économie russe sera confrontée en 2013 seront particulièrement importants.

UNE CROISSANCE FORTE, QUI CONTRASTE AVEC CELLE DE LA MAJORITÉ DES AUTRES PAYS

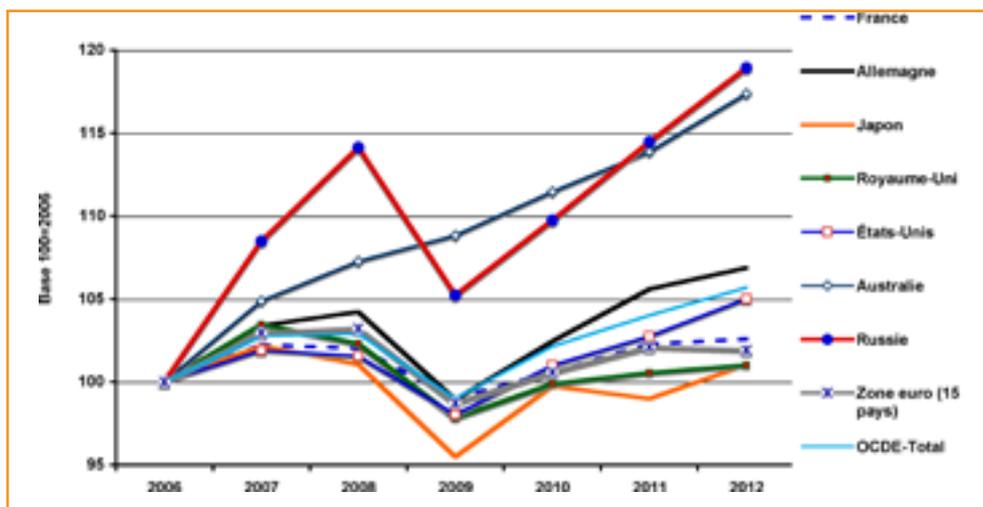
Le retour d'une forte croissance à partir de 2010 – même si elle n'a pas atteint les niveaux de 2007 et 2008 – a ainsi permis à la Russie de retrouver une dynamique de développement qui la met en bonne position par rapport aux autres pays. Cette dynamique de la croissance contraste, en effet, avec ce que l'on connaît au sein de l'OCDE, et avec la récession que l'on observe au sein de la zone euro. La question se pose néanmoins de savoir si un tel taux de croissance peut se maintenir dans le futur.

Une croissance soutenue par la reprise des investissements

Une croissance « soutenable » implique un flux d'innovations constant dans l'économie. Ce flux est lié à celui des investissements, qui sont eux-même liés à l'anticipation de la croissance. De ce point de vue, on ne peut que constater le caractère circulaire de certains enchaînements et le rôle important des anticipations de croissance qui ont largement un effet autoréalisateur.

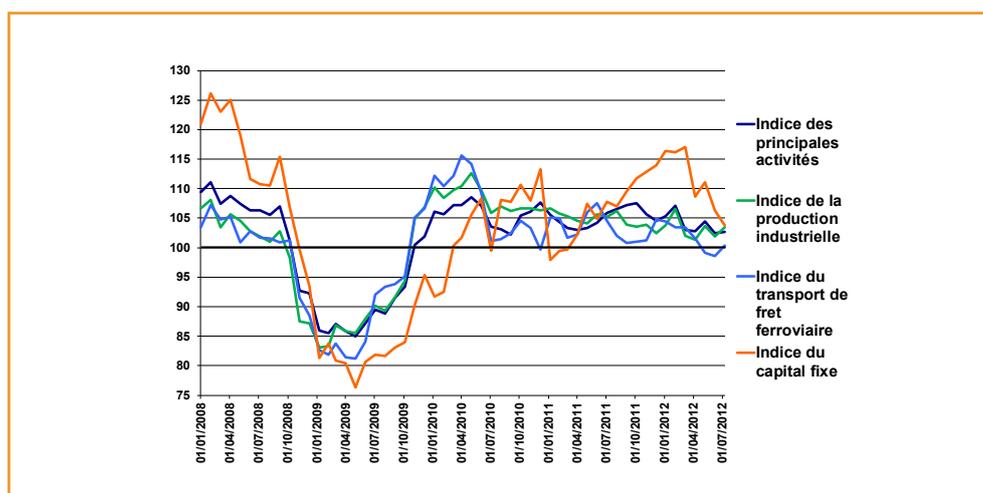
En fait, après une chute brutale en 2009, la formation du capital fixe (l'investissement) a fortement repris et a atteint, en rythme de croissance d'une année sur l'autre, plus de 15 % au début de l'année 2012. Mais cette augmentation de l'investissement reste néanmoins fragile et demande à être consolidée.

Figure 1
Croissance de l'économie russe depuis 2006 en comparaison avec d'autres économies



Sources : Données de l'OCDE (*Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 91) et projection de la Banque centrale de Russie.

Figure 2
Evolutions macroéconomiques



Source : Banque centrale de Russie
http://www.cbr.ru/eng/statistics/print.aspx?file=macro/macro_12_e.htm&pid=macro&sid=oep

L'écart entre la croissance réelle et la croissance potentielle

Le potentiel de croissance de la Russie devrait se situer autour de 6 % et pourrait même, dans des circonstances favorables, aller au-delà. On remarque que contrairement à ce qui est très souvent affirmé, il n'y a pas de réelle corrélation entre les prix du pétrole et la croissance. En effet, la question réelle est celle de l'utilisation – bonne ou mauvaise – des recettes. En revanche, il existe des facteurs qui ont des effets négatifs sur la croissance.

L'accumulation des problèmes liés au manque d'investissements dans la décennie 1990-2000 demeure aujourd'hui très sensible, ce qui exerce naturellement un effet dépressif sur la croissance. Le problème des « technoriques », ou risques d'accidents industriels majeurs, reste prégnant en raison

de l'usure de certaines infrastructures et de l'absence de financement pour leur entretien. Une étude estime à 2 % du PIB les investissements qu'il faudrait faire aujourd'hui, et pendant dix ans, pour supprimer ces risques. On comprend que cela exerce un effet négatif sur la croissance.

Pour une majorité de chefs d'entreprises, il est important, voire décisif, que l'Etat maintienne son rôle d'incitation et de pilotage de l'activité économique. La légitimité de l'intervention de la puissance publique n'est plus remise en cause, même s'il est souhaitable qu'elle fasse évoluer certains de ses instruments. Parmi les autres principaux obstacles au développement des entreprises et à la croissance, ce sont des problèmes macroéconomiques (crédit, manque de main-d'œuvre) qui sont le plus souvent évoqués en réponse aux sondages réguliers, et non pas des facteurs institutionnels (corruption, réglementation) comme on pourrait le penser.

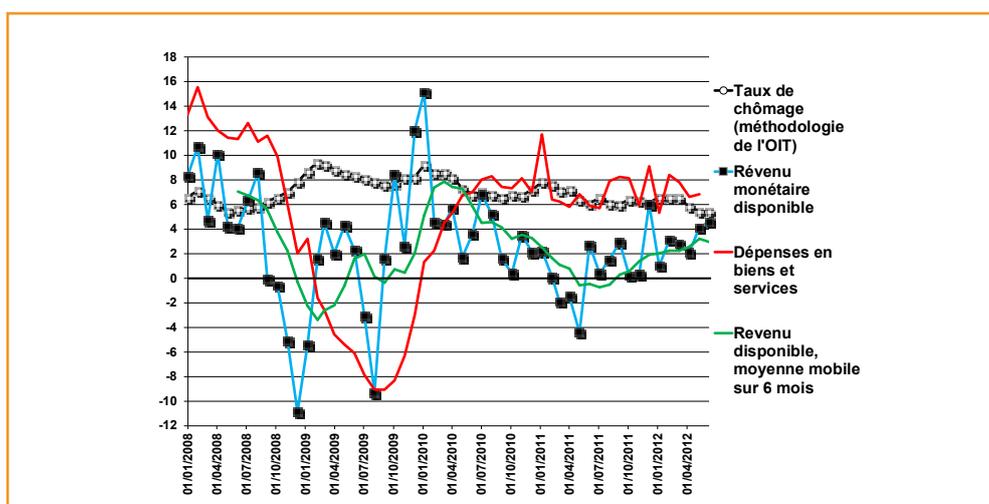
De même, l'inflation n'apparaît pas dans les préoccupations des entrepreneurs, ce qui laisse penser que le taux d'inflation (entre 6 et 7 % par an) correspond au taux structurel pour l'économie russe.

La croissance et le marché de l'emploi

Le taux de croissance de la Russie a permis de réduire significativement le chômage et s'est accompagné d'une progression forte des revenus.

Le taux de chômage (au sens de l'OIT), qui était monté durant la crise jusqu'à 9,4 % (en février 2009), est retombé à 5,4 % en juin 2012 et à 5,2 % en août. C'est un niveau historiquement bas pour la Russie contemporaine. Des disparités régionales importantes subsistent néanmoins. Si la pénurie de main-d'œuvre (en particulier pour les travailleurs qualifiés) semble à nouveau prévaloir dans le bassin d'emploi de Moscou (au sens large) ou dans la région industrielle des rives de la Volga, des poches de chômage subsistent, de manière particulièrement aiguë, en Extrême-Orient russe et, bien entendu, dans le Caucase du Nord. Compte tenu de la faible mobilité de la population, cela impliquera à l'avenir une politique plus active de développement régional et de planification dans l'aménagement du territoire. Par ailleurs, le besoin s'impose d'une politique des flux migratoires, car une partie de l'économie russe est fortement dépendante des travailleurs venus d'Asie centrale. Si, dans certaines régions (comme à Astrakhan en particulier), on peut noter de louables efforts, une politique fédérale s'imposera rapidement.

Figure 3
Chomage et revenu disponible



Sources : Données de la Banque centrale de Russie et du service fédéral des statistiques

Une des conséquences de cette baisse du chômage a été l'évolution des revenus des ménages, qui ont bien résisté par rapport à la crise, même si on a pu constater des à-coups importants en 2009. Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté est resté stable, à 13 % en 2011. Les entreprises ont eu, pendant la crise, recours à la pratique des retards dans les paiements, ce qui a provoqué une vive réaction des autorités fédérales.

La montée en puissance des dépenses sociales a été perçue comme une nécessité pour stabiliser le revenu monétaire disponible, et cette politique a rencontré un succès certain. Le fait que la Russie ait été, de la fin de 2011 au début de 2012, dans un cycle électoral, a lui aussi certainement contribué à l'augmentation des dépenses sociales.

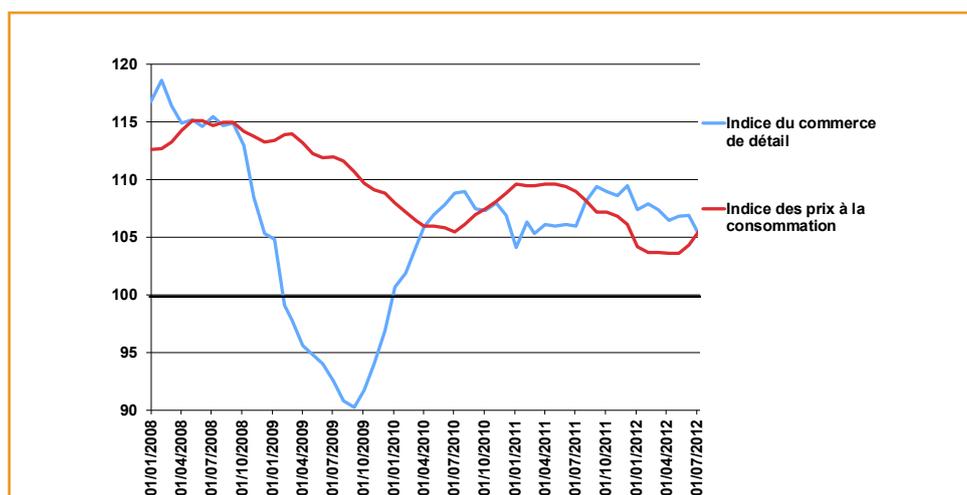
Inflation et compétitivité

Cette forte montée des dépenses sociales, accompagnée d'une politique monétaire relativement accommodante, n'a pas provoqué de reprise forte de l'inflation. En fait, le taux d'inflation baisse régulièrement en Russie depuis 2008. Notons à cet égard que la politique relativement expansionniste suivie par la Banque centrale de Russie n'a pas compromis le mouvement de décélération de l'inflation qui semble devoir aujourd'hui se stabiliser autour de 6,5 % l'an.

On peut penser que cela traduit aussi des efforts importants de rationalisation de la production dans les entreprises. La hausse de la productivité, compromise par la crise de 2009, a repris de manière très forte dès 2010, en particulier dans les industries de transformation et dans la construction (voir le tableau 1 page suivante).

L'une des conséquences de cette situation est que la Russie arrive à maintenir sa compétitivité globale face à la concurrence internationale, en combinant ces fortes hausses de productivité, et une dévaluation régulière du rouble. Cela en dépit d'une inflation qui reste proportionnellement plus forte dans ce pays que chez ses concurrents.

Figure 4
Volume des ventes et taux d'inflation (en glissement annuel)



Source : Banque Centrale de Russie.

Tableau 1
Croissance de la productivité
(indice 100 = 2002)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Ensemble de l'économie	100	107,0	113,9	120,2	129,2	138,9	145,6	139,6	143,9	149,3
Agriculture	100	105,6	108,7	110,6	115,4	121,1	133,3	139,3	125,4	150,4
Pêche	100	102,1	106,5	102,8	104,4	107,8	102,8	109,3	83,5	93,9
Industries alimentaires	100	109,2	117,2	124,6	128,7	132,6	133,8	145,2	146,0	147,8
Industries de transformation	100	108,8	119,5	126,6	137,4	148,9	152,7	146,4	158,6	168,0
Energie électrique, gaz et eau	100	103,7	104,4	108,3	110,3	107,6	109,9	105,8	104,7	104,6
Construction	100	105,3	112,5	119,1	137,9	155,6	169,7	160,2	158,0	162,4

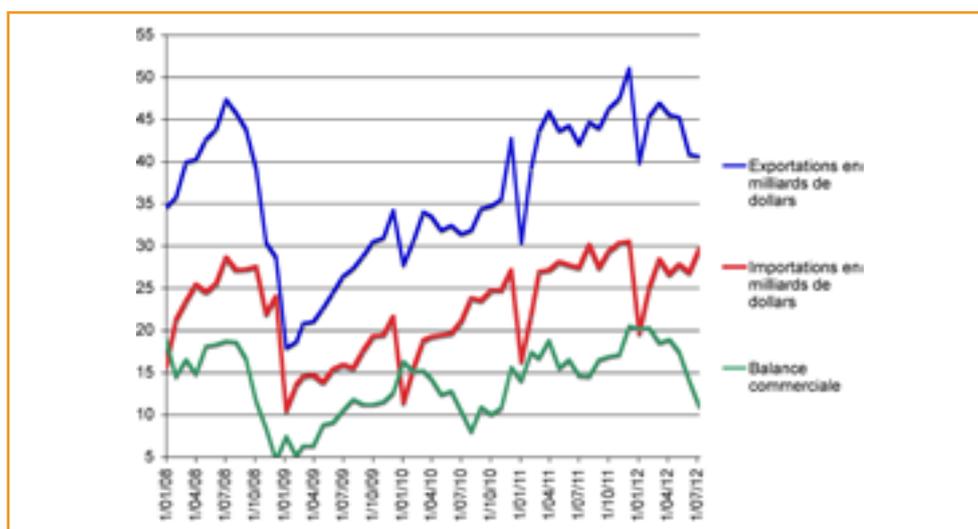
Source : Comité fédéral des statistiques (GKS), <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/account/#>

Le commerce extérieur

Quelles sont les possibles conséquences de l'entrée de la Russie dans l'OMC en janvier 2012 ? On ne perçoit pas encore d'effet majeur sur les flux d'exportations et d'importations, et il est très probable que le démantèlement des barrières douanières ne sera que progressif et, en tout état de cause, partiel. Néanmoins, il faut signaler la baisse de l'excédent commercial mensuel depuis les premiers mois de 2012. Elle est moins liée à une hausse des importations qu'à une baisse significative des exportations.

On voit ici se profiler ce qui pourrait bien être le principal problème de la Russie dans les années qui viennent. En effet, elle risque d'être confrontée en 2013 et 2014 à une croissance très faible de la part de ses principaux partenaires économiques, ce qui entraînera une baisse de la demande de matières premières et d'énergie. Non seulement leurs prix vont baisser, mais là où l'on est confronté à des contrats de court terme, les volumes vont aussi diminuer. La baisse de revenus des exportations qui pourrait en résulter va alors poser la question d'une meilleure utilisation des investissements et des ressources de l'économie.

Figure 5
Balance commerciale pour les biens
(milliards de dollars)



Source : Banque centrale de Russie

UN SECTEUR FINANCIER LARGEMENT TRIBUTAIRE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

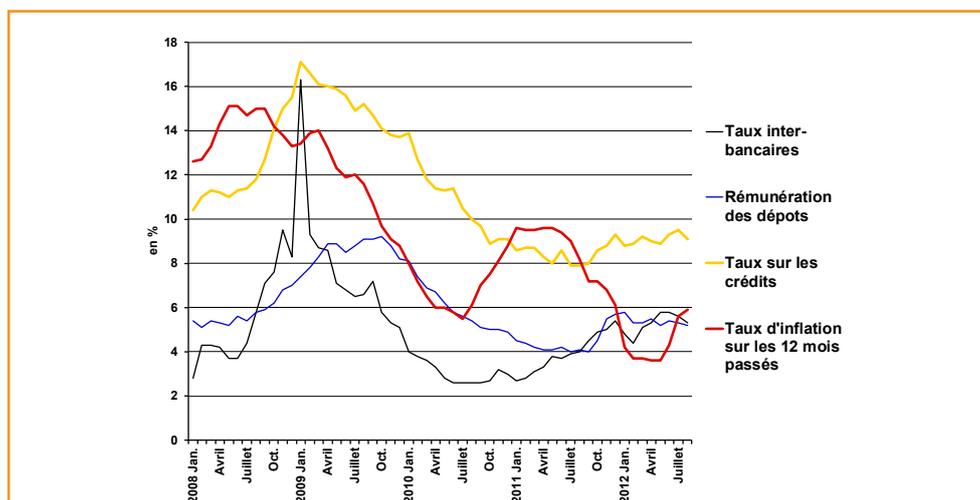
Le système financier reste le point faible de l'économie, ce qui oblige l'Etat à intervenir de manière particulièrement importante. La Russie n'a en effet toujours pas de système de financement global, même si des éléments de ce système existent. La tentative pour remplacer un système fondé sur des banques qui sont elles-mêmes articulées à un marché interbancaire doté de la profondeur et de la stabilité nécessaire, par un système de marchés financiers, a dans une large mesure échoué. La crise de 2009 a justement montré la fragilité extrême des marchés financiers en Russie et dans les économies émergentes.

Tout va bien, en apparence

On constate en effet que, si l'activité du secteur financier est en apparence satisfaisante, celle-ci dépend du soutien de l'Etat et de la Banque centrale aux banques. Les dépôts du ministère des Finances et les outils de refinancement de la Banque centrale ont ainsi financé de juin 2011 à juin 2012 pratiquement 40 % de la hausse des crédits. Le soutien de la Banque centrale a été particulièrement important. On considère qu'actuellement près de 7,5 % des actifs du système bancaire sont constitués par des instruments du ministère des Finances ou de la Banque centrale.

L'un des résultats de cette politique a été de permettre que les taux d'intérêts réels n'augmentent pas brutalement dans la période de décélération rapide de l'inflation. De fait, les taux réels sur les crédits sont restés, en moyenne, à 3 %, et les taux interbancaires, sauf au début de l'année 2012, ont été négatifs. Mais une telle situation pourra-t-elle perdurer, dans la mesure où l'encours des crédits devient aujourd'hui à peu près équivalent au montant des dépôts ? Cela pose la question du financement des entreprises, évidemment cruciale pour la pérennité de la croissance.

Figure 6
Taux d'intérêt et taux d'inflation



Source : Données de la Banque centrale de Russie.

Le financement de l'investissement des entreprises

La part du financement « interne » dans le financement total, qui était tombée à 37 % lors de la crise de 2009, est remontée à 42 %, signe de l'amélioration de la santé financière des entreprises. L'autofinancement par réinvestissement des profits est ainsi passé de 16 % du total en 2009 à 17,9 % en 2011, ce qui témoigne d'une confiance des entrepreneurs dans le futur de leurs entreprises. Mais dans les sources externes de financement, la part du crédit bancaire, qui atteignait 11,8 % du total en 2008, a chuté à 8,5 %. Celle des banques étrangères est elle-même retombée à 1,7 % du total, après avoir atteint 3,2 % en 2009.

Il est donc clair que ni les banques, ni les marchés d'actions (1 % du total), ni le marché obligataire ne sont en mesure de procurer aux entreprises russes les moyens de financement dont elles ont besoin. La faiblesse des banques peut se comprendre par le jeu de plusieurs facteurs.

Un premier facteur qui peut expliquer cette forte dépendance vis-à-vis de la puissance publique est, bien entendu, le niveau élevé de risque. Ce risque ne se traduit pas simplement par des taux d'intérêts élevés, taux qui pourraient être combattus par des interventions de la Banque centrale. La question du type de risque est importante et il faut ici distinguer le risque de liquidité et le risque de crédit. Les risques en Russie sont à la fois systémiques et systématiques. Au-delà de certaines limites heuristiques qui ne sont connues que par le prêteur et qui peuvent varier d'une banque à l'autre, le crédit est refusé. L'entreprise est donc confrontée à une situation où l'appréciation de son risque d'exploitation ne se traduit pas par une hausse des taux d'intérêts, mais par la possible interruption des crédits dont elle a besoin. Ce qui explique que les petites et moyennes entreprises tendent à ne pas demander trop de crédits aux banques et cherchent à se développer soit sur la base de l'autofinancement, soit par des liens avec d'autres entreprises disposant de liquidités. Cette situation se retourne contre les banques – alors qu'elle est le produit de leur politique – dans la mesure où elles ne peuvent compter sur l'endettement des entreprises pour développer leurs activités et ne voient venir vers leurs guichets que les entreprises en difficulté qui ne peuvent faire autrement.

Un deuxième facteur réside dans la volatilité élevée des facteurs de politiques monétaires. Certains aspects de cette volatilité peuvent être créés par des politiques inadéquates.

Un troisième facteur tient aux imperfections institutionnelles des marchés russes. Ainsi pour la liquidité, on reste dans un marché segmenté et il n'existe toujours pas de marché interbancaire unifié.

Tableau 2
Financement du capital fixe en Russie par sources d'origine (en pourcentage)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	100	100	100	100	100	100	100	100
Sources internes, dont	45,4	44,5	42,1	40,4	39,5	37,1	41,0	42,1
Profits	19,2	20,3	19,9	19,4	18,4	16,0	17,1	17,9
Amortissements	22,8	20,9	19,2	17,6	17,3	18,2	20,5	20,4
Sources externes, dont	54,6	55,5	57,9	59,6	60,5	62,9	59,0	57,9
Crédits bancaires dont	7,9	8,1	9,5	10,4	11,8	10,3	9,0	8,5
Crédits de banques étrangères	1,1	1,0	1,6	1,7	3,0	3,2	2,3	1,7
Prêts d'autres Entreprises	7,3	5,9	6,0	7,1	6,2	7,4	6,1	5,8
Fonds budgétaires, dont	17,8	20,4	20,2	21,5	20,9	21,9	19,5	18,9
Budget fédéral	5,3	7,0	7,0	8,3	8,0	11,5	10,0	9,8
Budgets régionaux et municipaux	11,6	12,3	11,7	11,7	11,3	9,2	8,2	8,0
Autres fonds d'Etat	0,8	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2
Autres	20,8	20,6	21,7	20,1	21,2	23,0	24,1	24,5

Source : Comité fédéral des statistiques, <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/entreprise/investment/nonfinancial/#>

Les évolutions de la base monétaire sont très brutales (à court terme), mais tendent à diminuer (en accroissement). Le principal instrument de contrôle de la base monétaire était l'achat de devises. Depuis le début de 2008, les entreprises pouvaient emprunter à l'étranger, pas les banques. Pour faire face à cette réduction du volume de liquidité, la Banque centrale a acheté massivement des devises, et injecté de grandes quantités de liquidités dans l'économie, sans que cela ait eu l'effet inflationniste redouté. Néanmoins, l'économie russe est depuis quelques mois à nouveau confrontée à une pénurie de liquidités, avec une restriction des opérations de prêt des banques étrangères.

Se pose enfin la question des sorties de capitaux, qui restent élevées. On en connaît les causes : croissance externe des grands groupes russes par rachat d'entreprises étrangères, mais aussi politique de sécurisation des actifs de certains oligarques et, enfin, inquiétudes liées à la relative incertitude du cadre juridique, sans oublier, surtout, l'incertitude concernant les conditions de l'application des lois. Ces sorties de capitaux posent le problème de certaines réformes structurelles dans le pays. Si elles continuent, alors que la croissance des dépôts de la population dans les banques stagne, la base de financement de l'économie russe sera compromise.

Une nouvelle vague de privatisations ?

La cession des droits de propriété a été envisagée par le gouvernement, à la fois dans un dessein de rationalisation du secteur public et dans celui du dégagement de moyens de financement. Cette question se pose dans le contexte d'une possible nouvelle vague de privatisations. Cependant, le problème de l'utilisation de la propriété doit d'abord être réglé. La gestion des grandes infrastructures relève d'un art du compromis et il faut se garder d'une approche idéologique.

De même, si l'on raisonne sur de possibles privatisations, il est important de se poser la question de l'utilisation des ressources ainsi obtenues. L'expérience des privatisations dans les années 1990 en Russie a laissé de mauvais souvenirs. La question du critère d'efficacité est ici critique et dans de nombreux cas, cette efficacité n'a pas été obtenue, quand elle n'a pas même diminué. On revient décidément à la question du système de financement, tant privé que public.

En tout état de cause, si des cessions de parts d'entreprises contrôlées par l'Etat (Rosneft, la Sberbank) sont envisagées dans les programmes gouvernementaux, elles devront rester limitées et ne pas mettre en cause le contrôle de l'Etat sur ces entreprises. Il n'est cependant pas impossible que le poids respectif des entreprises d'Etat dans certains secteurs stratégiques (comme l'énergie) soit modifié.

La question de la mobilisation des ressources pour maintenir le taux de croissance est ainsi une question clé pour la Russie, d'autant que l'environnement économique, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'Asie, sera relativement déprimé dans les deux années qui viennent. Le gouvernement ne pourra pas continuer très longtemps à s'appuyer sur des résultats qui sont certes bons et qui paraissent même excellents si on les compare à ceux des pays européens. Un recentrage du modèle de développement de la Russie sur des facteurs internes apparaît aujourd'hui à la fois nécessaire et dans l'ordre des choses.

LES CHOIX DE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

Les transformations de l'économie russe ont été importantes depuis vingt ans et elles se sont accélérées ces dernières années, en partie sous l'impact de la crise de 2009, en partie sous celui de la forte croissance dans la période antérieure (2002-2008). Mais il est désormais clair que le pays a besoin d'une véritable stratégie – et d'une institution capable d'élaborer cette stratégie au sein du

gouvernement – pour penser un modèle de croissance cohérent et adapté aux nouvelles conditions économiques. Ce débat a eu lieu en partie durant l’hiver 2011-2012, et a tendu à se focaliser sur de nouvelles privatisations. On peut penser que c’était une erreur, même si le périmètre du secteur public ne doit pas être considéré comme fixe et intangible.

En fait, une telle politique pourrait constituer davantage une inflexion qu’une véritable révolution par rapport à la politique industrielle déjà mise en œuvre. En effet, depuis 2004, de nombreuses mesures de politique industrielle et de politique sociale ont été prises dont les résultats ont été importants. Ces mesures visaient néanmoins surtout à corriger des excès ou des déficiences du modèle de développement. Aujourd’hui, alors que les perspectives de l’économie internationale s’assombrissent, tant à l’intérieur que hors de la zone euro, il est clair que le modèle russe, centré sur les exportations de matières premières, risque de rendre le pays hautement vulnérable à un retournement prolongé de la conjoncture internationale.

Quel usage pour les ressources naturelles ?

La première question qui se pose aux responsables de la Russie réside dans ce que l’on prétend être la « malédiction » des matières premières. Ce problème a été maintes fois évoqué dans de nombreuses publications, tant en Russie qu’à l’étranger, et la présence du « syndrome hollandais » dans l’économie russe est incontestable. On sait qu’il se traduit par un mouvement de désindustrialisation engendré par une surévaluation du taux de change et par une perte progressive de la compétitivité engendrée par des hausses de salaires dans le secteur rentier se diffusant dans l’ensemble de l’économie.

En fait, il n’y a aucune malédiction dans la présence de ressources naturelles, mais celle-ci entraîne la nécessité d’élaborer une politique cohérente visant à développer l’industrie pour contrecarrer la logique de désindustrialisation. Une des réponses possibles consiste à orienter les productions vers des techniques avancées, afin de compenser une hausse du coût monétaire du travail.

Il est manifeste par ailleurs que ces matières premières demandent à être intégrées dans une logique plus générale de la croissance. Leur extraction exige désormais des investissements de plus en plus importants faisant appel à des techniques de plus en plus avancées. C’est vrai en particulier dans le domaine de l’énergie (huile et gaz), mais aussi dans celui des autres matières minérales. L’exploitation de ces ressources peut ainsi apparaître comme une activité manufacturière à fort contenu technique, mais à la condition qu’une large partie des équipements nécessaires soit produite en Russie. Cela impose une politique publique visant à inciter les firmes détentrices de ces techniques de production à venir s’installer sur place ou à passer des accords de licence avec des industriels russes. La décision de 2011 de Rosneft de s’allier avec l’américain Exxon-Mobil est très liée à cette question des transferts de techniques.

Cependant, il convient de noter que ces activités, si elles sont intensives en capital de par leur contribution à la hausse générale du niveau technique de l’industrie russe, dégagent peu d’emplois.

Il est par ailleurs évident que les revenus des exportations de ces ressources sont indispensables à la mise en œuvre aujourd’hui d’une telle politique pour la Russie. Ces revenus permettent à l’Etat de jouer un rôle actif dans le développement économique, soit directement, soit indirectement. Les déficiences structurelles du système financier russe laissent à penser qu’il sera obligé de maintenir son action pour une période encore relativement longue. Pour que l’extraction et l’exploitation des matières premières permettent le dégagement de la rente la plus forte, afin justement de permettre un prélèvement étatique important, il faut bien évidemment que ces activités soient modernisées.

L’extraction et l’exploitation des matières premières seront certainement un des axes de la réindustrialisation de la Russie, mais elles ne sauraient constituer l’axe principal. Se pose alors la question de leur transformation, au moins partielle.

La reconquête du marché intérieur

Cette question apparaît liée, du moins en partie, à celle de la reconquête du marché intérieur, abandonné aux industriels occidentaux depuis vingt ans. Il ne s'agit pas de satisfaire la totalité de la consommation interne de la Russie au moyen de produits russes, mais de trouver un équilibre entre importations et productions nationales. En effet, on sait que la capacité à exporter se construit au départ dans une présence solide sur le marché national.

De ce point de vue, deux axes apparaissent prioritaires : la transformation des matières premières produites en Russie (avec en particulier la diversification des industries métallurgiques) et les industries de consommation possédant un fort contenu technique. La politique du gouvernement russe a déjà abouti au soutien de l'industrie automobile, en favorisant en particulier l'implantation de firmes étrangères en Russie (Audi, Ford, Renault, mais aussi Nissan), afin de servir le marché russe en pleine expansion. Le développement plus complet de la filière automobile, y compris avec l'installation des sous-traitants, devrait être la suite logique dans les années à venir. Mais ici se pose la question des règles de l'OMC, car cette politique a réussi en partie grâce à des droits de douanes pénalisant les importations et incitant les constructeurs internationaux à venir s'installer en Russie.

Si un tel schéma doit être appliqué à d'autres industries, les tarifs douaniers de la Russie devront évoluer en conséquence. Rappelons ici que leur raison d'être n'est pas la protection des producteurs structurellement inefficients, mais les gains d'efficacité, soit par la modernisation de producteurs locaux, soit par l'installation en Russie de producteurs étrangers.

Une troisième question qui devra être tranchée rapidement est celle de la revalorisation des salaires dans l'industrie, qui seule peut contribuer à l'émergence d'une classe moyenne robuste. La stabilité de la demande des ménages est une des conditions nécessaires au développement d'une industrie puissante. Cela implique que le revenu monétaire soit en partie garanti contre les aléas de la conjoncture et, donc, que se développent les différentes dimensions de la socialisation des revenus que l'on connaît en Europe, comme les différentes prestations sociales qui permettent aux ménages de se garantir contre les trois grands risques que sont le chômage, la maladie (et l'invalidité) et la vieillesse. Cette stabilisation en dynamique du revenu des ménages constitue par ailleurs l'une des principales garanties pour le développement d'un système bancaire robuste. Des progrès importants ont été faits dans ces domaines. Mais des développements ultérieurs ne pourront avoir lieu qu'en lien avec les hausses de la productivité.

On a noté que le mouvement de la productivité avait été important ces dernières années (voir le tableau 1), en particulier dans les industries de transformation. Pour que ce mouvement se maintienne, il faut assurer un flux d'investissements important.

Cela pose à nouveau la question du système financier qui apparaît ici à la fois comme le produit de la stabilisation de la demande, et comme le moteur initial du processus devant y aboutir. Le système financier russe devrait alors s'acquitter de trois tâches distinctes : assurer les moyens du financement des grandes infrastructures publiques nécessaires au contexte de développement d'activités hautement productives, assurer le développement de filières productives par des flux réguliers de financement, assurer enfin l'émergence et le développement d'une population de petites entreprises innovantes, ainsi que les conditions de leur développement futur.

On peut s'interroger sur la capacité d'un système unifié à remplir ces trois rôles qui sont en réalité très différents. La politique du gouvernement devrait alors viser à assurer la cohérence entre des systèmes spécifiques, allant de grandes banques dont certaines seront certainement publiques à des fonds d'investissement et de capital-risque.

Pour faire face à la « grande tempête » économique mondiale qui menace, la Russie doit donc impérativement se poser la question de son modèle de développement et se donner les moyens de son évolution et de sa stabilisation.